

N° 233

---

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1999-2000

---

---

Annexe au procès verbal de la séance du 23 février 2000.

## RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

*fait au nom de la Commission des Affaires économiques et du Plan (1) à la suite d'une mission effectuée au Brésil et en Argentine afin d'étudier l'évolution de la situation économique ainsi que la présence française dans ces deux pays,*

Par MM. Jean HUCHON, Jean-Paul EMORINE, Léon FATOUS, Gérard CÉSAR, Bernard JOLY, Alain GÉRARD et Gérard LE CAM,  
Sénateurs.

---

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean François-Poncet, *président* ; Philippe François, Jean Huchon, Jean-François Le Grand, Jean-Paul Emorine, Jean-Marc Pastor, Pierre Lefebvre, *vice-présidents* ; Georges Berchet, Léon Fatous, Louis Moinard, Jean-Pierre Raffarin, *secrétaires* ; Louis Althapé, Pierre André, Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Michel Bécot, Jacques Bellanger, Jean Besson, Jean Bizet, Marcel Bony, Jean Boyer, Mme Yolande Boyer, MM. Dominique Braye, Gérard César, Marcel-Pierre Cleach, Gérard Cornu, Roland Courteau, Charles de Cuttoli, Désiré Debavelaere, Gérard Delfau, Marcel Deneux, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Paul Dubrulle, Bernard Dussaut, Jean-Paul Emin, André Ferrand, Hilaire Flandre, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Serge Godard, Francis Grignon, Louis Grillot, Georges Gruillot, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Rémi Herment, Bernard Joly, Alain Journet, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Edmond Lauret, Gérard Le Cam, André Lejeune, Guy Lemaire, Kléber Malécot, Louis Mercier, Paul Natali, Jean Pépin, Daniel Percheron, Bernard Piras, Jean-Pierre Plancade, Ladislav Poniatowski, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Charles Revet, Henri Revol, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Mme Odette Terrade, MM. Michel Teston, Pierre-Yvon Trémel, Henri Weber.

---

Amérique du Sud.

## SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
<b>INTRODUCTION</b> .....	4
<b>CHAPITRE I - LA MISSION AU BRÉSIL</b> .....	5
<b>CHAPITRE II - LA MISSION EN ARGENTINE</b> .....	9
<b>CHAPITRE III - LE BRÉSIL, GÉANT DE L'AMÉRIQUE LATINE...</b> .....	12
A. QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE BASE .....	13
B. L'ÉVOLUTION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.....	14
<b>CHAPITRE IV - ... ET L'ARGENTINE, PRINCIPAL PARTENAIRE DU BRÉSIL...</b> .....	19
A. QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE BASE .....	19
B. L'ÉVOLUTION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.....	20
<b>CHAPITRE V - ...DANS UNE INTÉGRATION RÉGIONALE QUI REPRÉSENTE D'ORES ET DÉJÀ LE QUATRIÈME PÔLE ÉCONOMIQUE DU MONDE</b> .....	24
<b>CHAPITRE VI - LA FRANCE AU BRÉSIL ET EN ARGENTINE : UN PARTENAIRE COMMERCIAL MAIS SURTOUT UN INVESTISSEUR</b> .....	26
A. L'INVESTISSEMENT FRANÇAIS AU BRÉSIL .....	26
B. QUATRE EXEMPLES DE LA PRÉSENCE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE FRANÇAISE AU BRÉSIL : CARREFOUR, LIGHT, RENAULT ET ALSTOM .....	27
1. « Light » .....	27
2. Renault .....	28
3. Alstom .....	29
4. Carrefour .....	30
C. L'INVESTISSEMENT FRANÇAIS EN ARGENTINE.....	31
D. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-ARGENTINS .....	34
<b>CHAPITRE VIII - LES OBSERVATIONS DE LA DÉLÉGATION</b> .....	35

<b>EXAMEN EN COMMISSION.....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE N° 1 - PROGRAMME DE LA MISSION D'INFORMATION.....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE N° 2- PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FRANÇAIS INTERVENUS AU BRÉSIL DEPUIS CINQ ANS .....</b>	<b>43</b>

Mesdames, Messieurs,

Une délégation de la commission des affaires économiques du Sénat s'est rendue au Brésil et en Argentine du 19 au 28 septembre 1999.

Cette délégation était chargée d'une mission d'information consistant à étudier l'évolution de la situation économique ainsi que la présence française dans ces deux pays qui forment depuis 1991, avec l'Uruguay et le Paraguay, une union douanière et commerciale (le MERCOSUR) qui constitue d'ores et déjà la quatrième puissance économique du monde en termes de produit intérieur brut.

La délégation était composée de la manière suivante :

– M. Jean Huchon, vice-président de la commission, sénateur du Maine-et-Loire ;

– M. Jean-Paul Emorine, secrétaire de la commission, sénateur de Saône-et-Loire ;

– M. Léon Fatous, secrétaire de la commission, sénateur du Pas-de-Calais ;

– M. Gérard César, sénateur de la Gironde ;

– M. Bernard Joly, sénateur de la Haute-Saône ;

– M. Alain Gérard, sénateur du Finistère ;

– M. Gérard Le Cam, sénateur des Côtes-d'Armor.

**Les membres de la délégation souhaitent exprimer toute leur gratitude aux interlocuteurs politiques et économiques brésiliens et argentins qui leur ont réservé un accueil chaleureux et attentif, ainsi qu'aux ambassades de France et aux services économiques implantés auprès d'elles qui ont oeuvré avec compétence et efficacité pour le bon déroulement de leur mission d'information.**

## CHAPITRE I

### LA MISSION AU BRÉSIL

La délégation de la commission des affaires économiques est arrivée le lundi 20 septembre 1999 au matin à São Paulo. Elle a été accueillie par M. Hedi Picquart, consul général adjoint et M. Pierre-Henri Lenfant, conseiller commercial adjoint.

Accompagnée de M. Philippe Bouyoux, chef de la mission économique et financière à Brasilia, de Mme Françoise Meteyer-Zeldine et de M. Jérôme Leyvigne, de la mission économique et financière de São Paulo, elle s'est rendue au siège de la société Alstom do Brasil à Lapa, dans la périphérie de São Paulo.

MM. Philippe Joubert, Président d'Alstom do Brasil et Daniel Huet, directeur du marketing ont brossé un panorama des activités de leur société au Brésil.

Après une visite des ateliers (l'usine construit et répare les matériels roulants de métro et notamment celui de São Paulo) la délégation s'est rendue à Carrefour Interlagos, le plus moderne des hypermarchés de Carrefour do Brasil. En présence du directeur du magasin, M. Francisco Gomez Araujo, elle s'est entretenue avec M. Jean Duboc, directeur général de Carrefour au Brésil : « Comment réagit le consommateur brésilien, neuf mois après la dévaluation ? Comment Carrefour perçoit-il le marché brésilien ? », servirent notamment de thèmes à la discussion.

A MM. Bouyoux et Lenfant, s'étaient joints M. Pierre De Oliveira et Mme Sandrine Privat, de la mission économique et financière de São Paulo.

Puis la délégation s'est rendue au Banco CCF Brasil SA (filiale du Crédit commercial de France) où elle s'est entretenue avec M. Bernard Mencier, directeur général.

M. Mencier a dressé un bilan de la situation économique et financière du Brésil en insistant sur les atouts du pays. Il a aussi évoqué le rôle de la communauté financière internationale.

Enfin, la délégation s'est rendue au siège de la chambre de commerce franco-Brésilienne (CCFB). Elle a pu s'y entretenir avec les principaux représentants de la communauté d'affaires française.

Les personnalités rencontrées ont été les suivantes :

– pour les services : M. Jean Larcher, président de la CCFB, ancien président du groupe Accor do Brasil, conseiller du commerce extérieur ;

– pour l'industrie: M. Jean-Claude Breffort, délégué général du groupe Saint Gobain au Brésil, ancien président de la CCFB, conseiller du commerce extérieur ;

– pour l'agro-alimentaire: M. Georges Chaix, groupe Louis Dreyfus, conseiller du commerce extérieur ;

– pour les banques: M. Jean-Marc Torre, Banco BNP Brasil.

Les sujets abordés ont surtout concerné la place de la France dans les différents secteurs économiques du Brésil.

Le mardi 21 septembre 1999, la délégation s'est d'abord entretenue avec M. José Anibal, secrétaire d'Etat pour les sciences, la technologie et le développement économique de l'Etat de São Paulo.

Le ministre a évoqué les forces et faiblesses de l'Etat de São Paulo au sein du Brésil, tout en insistant sur les problèmes auxquels le pays tout entier était confronté.

Puis, la délégation s'est rendue au siège de la Lyonnaise des Eaux do Brasil. Elle s'est entretenue avec M. Yves Besse, directeur commercial, qui a notamment mis l'accent sur le rôle majeur de cette filiale de la Lyonnaise des Eaux dans la distribution de l'eau dans la région de São Paulo et plus généralement au Brésil.

Après un déjeuner offert par M. Jean Lévy, consul général de France à São Paulo, la délégation a visité l'établissement de la FNAC récemment ouvert dans cette ville.

M. Pierre Courti, directeur général de la FNAC au Brésil, étant en déplacement en France, la délégation s'est entretenue avec M. Eric Bloch, directeur de produits, qui a évoqué les opportunités de la FNAC au Brésil.

La délégation a, ensuite, quitté São Paulo pour Rio de Janeiro.

Arrivée dans la soirée à Rio, elle fut accueillie par M. Denis Delbourg, consul général de France.

Le mercredi 22 septembre 1999, elle s'est rendue, dans la matinée, au centre opérationnel de la société LIGHT, filiale d'Electricité de France. Elle a été accueillie par M. Michel Gaillard, directeur général de la société.

Au cours de la visite, M. Gaillard a dressé le tableau des activités de LIGHT au Brésil en rappelant que la société avait remporté, en 1998, l'appel d'offres pour la privatisation d'Eletropaulo Metropolitana, la plus grosse société d'électricité en Amérique du Sud.

Au cours du déjeuner offert par M. Denis Delbourg, consul général, la délégation a pu rencontrer MM. Daniel Henner, directeur général de Thomson CSF, Bernard Peyre, directeur général d'Elf, Gilles Billot, vice-directeur d'Elf, Jean-Pierre Simonnot, consultant, Robert Seccia, directeur commercial de JC Decaux, Alberto Vasquez, directeur administratif et financier du Groupe Vivendi, Philippe Rouvières de Sulinvest, Pierre-Michel Fauconnier, directeur de Peugeot-Citroën do Brasil, Stéphane Cardon, directeur général de UAP Seguros, Evrard Bugelli, directeur général de Total Petrol do Brasil, Jacques Fulcrant, directeur de France Télécom, Olivier Mathieux d'Essilor/Sudop, et Mme Marie-Annick Mercier de Consulcom.

Participaient aussi à ce déjeuner, M. Raymond Julia, consul adjoint et M. Robert Villemin, conseiller commercial au consulat général.

Puis, la délégation s'est rendue au siège de la fédération des industries de Rio de Janeiro (FIRJAN). Elle y a été accueillie par M. Tito Ryff, secrétaire d'Etat au développement économique et au tourisme de l'Etat de Rio de Janeiro.

Elle s'est entretenue avec M. Carlos Fernando Gross, premier vice-président de la FIRJAN, Antenor Barros Leal et Guillermo Levy, vice-présidents ainsi qu'avec M. Amaury Temporal, responsable des relations internationales.

Au cours des entretiens, il fut mis l'accent sur les données de base de l'industrie de l'Etat de Rio de Janeiro et plus généralement de l'économie brésilienne (structure sectorielle, inflation, tarifs douaniers, investissements étrangers directs...).

En milieu d'après-midi, la délégation a participé à une table ronde avec des représentants des entreprises françaises implantées dans l'Etat de Rio de Janeiro :

- M. Daniel Henner, délégué Thomson CFE ;
- M. Jean-Philippe Fauconnier, directeur de Peugeot Citroën do Brasil ;
- M. Evrard Bugelli, directeur de Total do Brasil ;
- M. Bernard Peyre, directeur de Elf Brésil ;
- M. Jean-Pierre Simonnot, consultant ;
- M. Jacques Fulcrant, directeur de France Télécom ;
- M. Roberto Seccia de la société J.C. Decaux ;
- M. Olivier Mathieux, directeur Général de Sidop Essilor.

Au cours de ces entretiens, il fut, notamment, mis l'accent sur les coûts spécifiques que doivent supporter les entreprises désireuses d'investir ou de s'implanter dans cet immense pays.

Enfin, la délégation a été reçue à dîner par M. Gouvêa Viera, avocat et ancien président de la chambre de commerce franco-brésilienne.

Le 23 septembre au matin, la délégation a quitté Rio de Janeiro pour Curitiba, capitale de l'Etat de Parana. Elle y a été accueillie par M. Paul Lecourtier, ambassadeur de France au Brésil, qui a accompagné la délégation durant toute la journée, ainsi que par M. Joseph Galliano, consul honoraire et M. Marcelo Iwersen, président de la chambre de commerce franco-brésilienne au Parana.

Elle s'est, immédiatement, rendue sur le site de l'usine Ayrton Senna à São José dos Pintais, filiale brésilienne de Revalut, inaugurée en décembre 1998.

Après un exposé sur les investissements de Renault en Amérique du Sud par M. Michel Solem, directeur technique, la délégation a visité les ateliers et déjeuné en compagnie de M. Michel Solem, M. Daniel Cave, directeur marketing, M. Charles Verdier, directeur qualité MERCOSUR, M. Edmondo Newerla, coordinateur communication et Mlle Ana Cecilia Rodachinski, assistante de communication.

Puis la délégation s'est rendue au Palacio Iguazu, où elle a été accueillie par M. Jaime Lerner, gouverneur de l'Etat du Parana.

Au cours des entretiens qui ont suivi, étaient présents MM. Miguel Salomão, secrétaire d'Etat à la planification, Alexandre Fontana Beltrão (affaires stratégiques), Mme Maria Elisa Ferraz Paciornik (administration), MM. Eduardo Francisco Sciarra (industrie et commerce) et Eduardo Guimarães (chef du protocole et affaires extérieures).

Puis la délégation s'est rendue à la fédération des industries de l'Etat de Parana (FIEP), où elle a été accueillie par M. Carlos Gomes de Carvalho, président de la FIEP qui a adressé aux sénateurs un chaleureux discours d'accueil et présenté la situation économique de l'Etat.

Etaient présents à ces entretiens de nombreux représentants des principales entreprises françaises implantées au Parana.

En fin d'après-midi, la délégation a quitté Curitiba pour Buenos Aires, capitale de la République argentine.

## **CHAPITRE II**

### **LA MISSION EN ARGENTINE**

Arrivée, en fin de soirée, à Buenos Aires, capitale de la République argentine, le jeudi 23 septembre 1999, la délégation a été accueillie par M. Paul Dijoud ambassadeur de France en Argentine, et M. Jean-Claude Lenoir, premier conseiller.

La délégation souhaite, ici, rendre un hommage particulier à M. Paul Dijoud, dont l'implication très exceptionnelle dans le déroulement de la visite a pleinement contribué au succès de la mission.

Le vendredi 24 septembre, la délégation s'est entretenue dans la matinée, avec M. Enrique Garcia-Espil, secrétaire d'Etat à la planification et à l'environnement du gouvernement de la ville de Buenos Aires, Mme Béatrice Nofal, ancien secrétaire d'Etat et économiste et M. Enrique Oliveira, vice-chef du gouvernement et président de l'assemblée législative de la ville de Buenos Aires.

Ces premiers entretiens permirent à la délégation de se familiariser avec les grandes données de la vie politique et économique argentine.

La délégation participa, ensuite, à un déjeuner de travail avec un certain nombre de responsables économiques argentins : MM. Martin Redrado, président de la Fundacion Capital, Jean-Pierre Thibaut, directeur de Loma Negra, Juan Luis Bour, économiste, Enrique Carrier, conseiller international du président de la Bolsa de Comercio, Manuel Antelo, président de Renault S.A. et Luis Ureta Saenz Pena, délégué général de Sevel Argentina S.A. (Peugeot).

Participaient à ce déjeuner, outre M. Paul Dijoud, ambassadeur de France, MM. François Alland, conseiller commercial et Michel Lallemand, conseiller commercial adjoint.

Puis la délégation s'est rendue au siège de Carrefour Argentina.

Elle y a été accueillie par MM. Carlos Richter, président de Carrefour Argentina et Philippe Rabbit, conseiller du président de Carrefour qui s'était spécialement déplacé de Paris pour l'occasion.

Au cours des entretiens, les représentants de Carrefour ont notamment insisté sur l'action du groupe en faveur des petites et moyennes entreprises. Ces entretiens furent suivis de la visite de deux hypermarchés ainsi que de la plate-forme logistique de Carrefour.

Le samedi 25 septembre au matin, la délégation rencontra, à l'initiative de l'ambassade de France, un certain nombre de représentants de la communauté française installée en Argentine : MM. Bertrand Roullet de la Bouillerie et Robert Féraud, délégués du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; M. Marc Riutort, de l'association franco-argentine des Béarnais et président d'Essilor ; M. Michel Iriart, président du centre basque ; Mme Valérie Stévenin, présidente de Buenos Aires accueil ; Mme Marie-Françoise Arana, de l'association Le Trait d'Union ; M. Pierre Bouché, président du comité des associations françaises et franco-argentines ; M. Vincent Chevalier, de la société Equinoxe ; M. Xavier Bourlon, de la société Ostras Patagonicas ; MM. Antoine Dumazet et Henri de Bereira, de La maison du vin ; Melle Céline Mérienne, du groupe Chetochine ; Mme Brigitte

Blaise, parent d'élève ; Mme Patricia Ortega et M. Etienne Delerue, de l'association des parents d'élèves du collège franco-argentin.

Participait à cette réunion, outre M. Paul Dijoud, ambassadeur de France, Mme Marie-Claire San Quirce, consul général.

Cette réunion fut du plus grand intérêt pour la délégation, qui put dialoguer directement avec des citoyens français venus « tenter leur chance » en Amérique Latine et qui ont exposé avec sincérité les problèmes qu'ils rencontraient.

Puis, la délégation a participé à un déjeuner de travail avec M. Jean-Claude Cournarie, directeur régional de la Lyonnaise des Eaux et Mme Michèle Bille-Genty, directrice de la communication. Ce déjeuner fut suivi d'une visite des installations de la station de traitement des eaux de San Martin à Belgrano.

Au cours de cette visite, il fut notamment rappelé que, depuis 1993, le consortium Aguas Argentinas, conduit par la Lyonnaise des Eaux, a pris en charge, pour 30 ans, la gestion des services d'eau et l'assainissement de la ville de Buenos Aires et de son agglomération.

Puis, la délégation put s'entretenir, au cours d'un dîner, avec M. Daniel Ollivier, conseiller culturel à l'ambassade de France.

Le dimanche 26 septembre fut consacré à la visite d'une « estancia » « La Josephina », située à Chascomus à 110 kilomètres au sud de Buenos Aires.

Le lundi 27 septembre, la délégation a, d'abord, participé à une réunion de travail avec le président de la chambre de commerce et d'industrie franco-argentine, M. Jean-Edouard de Rochebouet et un certain nombre de responsables de sociétés françaises installées en Argentine : M. Ghislain de Beaucé, directeur général de la Banque Nationale de Paris ; M. Bernard Brousse, délégué pour l'Amérique latine de Banco Bixel (Crédit agricole) ; M. Jean-Louis Chaussade, directeur général de Aguas Argentinas S.A ; M. Alain Cognard, président de Pasteur Merieux Connaught ; M. Philippe Degos, directeur de Dumez GTM ; M. Alain Hombreux, représentant de la Banque Paribas ; M. Pierre Magne, président de Novobra ; Mme Anne-Marie Perez, représentante de Edenor S.A. (EDF) ; M. Pierre Perez, président de Gaseba S.A. ; M. Xavier Robineau-Bourgneuf, président de Schneider Electric ; M. Patrick Rolland, directeur général de AGF Argentina ; M. François Sabourault, délégué régional de Thomson CSF Systems Argentina ; M. François Salamon, directeur général de Danone S.A. ; M. Juan Maria Viller, président de Alstom Argentine S.A. ; M. Marc-Emmanuel Vives, président de Banco Supervielle (Société Générale).

Les relations commerciales et économiques bilatérales entre la France et l'Argentine constituèrent le thème majeur des entretiens.

Puis la délégation fut reçue en audience à la Casa Rosada par le Président de la République Argentine, M. Carlos Saul Menem.

Au cours de cette audience, le Président Menem insista, notamment, sur la qualité des relations franco-argentines, mais aussi sur son souci d'une plus grande ouverture de l'Europe aux exportations agricoles en provenance du MERCOSUR et spécialement de l'Argentine.

La délégation s'est, ensuite, rendue au Sénat argentin où elle s'est entretenue avec MM. Eduardo Menem, président de la commission des affaires étrangères et président « pro tempore » à la Chambre Haute, Omar M. Vaquir, président de la commission des relations internationales parlementaires et Jose Antonio Romero Feris, président du groupe parlementaire argentin des Amis de la France.

Enfin, la délégation participa à un déjeuner de travail avec un certain nombre de responsables économiques argentins : MM. Enrique Crotto, de la Sociedad Rural Argentina, Eduardo Jose Escanasy, de l'association des banques argentines, Osvaldo Rial, de l'Union des Industries argentines, et Sebastian Bago, responsable des laboratoires Bago et président de la « Fundacion Invertir Argentina ».

Tout au long de cette dernière journée, la délégation fut accompagnée par M. Paul Dijoud, ambassadeur de France, M. Jean-Claude Lenoir, premier conseiller, M. Alexandre Hennekine, premier secrétaire ainsi que par Mme Elisabeth Marques-Gross, premier secrétaire.

Dans l'après-midi, la délégation a quitté Buenos Aires en direction de Paris.

### **CHAPITRE III**

## **LE BRÉSIL, GÉANT DE L'AMÉRIQUE LATINE...**

## **A. QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE BASE**

On rappellera tout d'abord que le Brésil occupe dans le monde un des tout premiers rangs pour un certain nombre de ressources agricoles ou minérales : premier rang mondial pour le café, la canne à sucre et le fer, deuxième rang mondial pour les bovins, troisième rang mondial pour le soja, quatrième rang mondial pour le cacao.

En 1998, le produit intérieur brut du Brésil s'est élevé à 770,4 milliards de dollars ( soit 4.767 dollars par habitant), en croissance de 0,3 % par rapport à 1997.

De 1995 à 1999, le taux de croissance de l'économie brésilienne a enregistré les évolutions suivantes:

- + 4,3 % en 1995 ;
- + 3 % en 1996 ;
- + 3,7 % en 1997 ;
- + 0,3 % en 1998 ;
- -1 % en 1999.

Après la légère récession enregistrée en 1999 à la suite de la crise monétaire et de la dévaluation du « real », les experts estiment que la croissance du Brésil devrait redémarrer dès cette année. Ils prévoient un taux de 2,5 % pour 2000 et 3,5 % pour 2001.

La baisse continue de l'inflation depuis cinq ans est un des effets du plan « real » mis en place au mois de juillet 1994 et qui reposait essentiellement sur la création d'une nouvelle monnaie dont la parité était « ancrée » sur le dollar, sur la désindexation de l'économie ainsi que sur l'ouverture des frontières.

Les taux d'inflation enregistrés, de 1995 à 1999, ont été les suivants :

- + 22 % en 1995 ;
- + 9,1% en 1996 ;
- + 6 % en 1997 ;
- + 3 % en 1998 ;
- + 12 % en 1999.

La situation des finances publiques brésiliennes demeure, quant à elle, préoccupante.

Le ratio « déficit public/PIB » a enregistré depuis cinq ans une forte progression. Il est ainsi passé de 4,8 % en 1995 à 8 % en 1998.

En corollaire, le taux de chômage est passé, quant à lui, de 4,5% en 1995 à 7,7 % en 1999. On s'attend à une forte hausse pour 1999.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du commerce extérieur brésilien de 1995 à 1998.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

	1995	1996	1997	1998
<b>Export</b>	46,5	47,7	53,0	52,5
<b>Import</b>	49,9	53,3	61,4	58,4
<b>Solde</b>	- 3,1	- 5,5	- 8,4	- 5,9

(en mds \$)

Ces données font apparaître que les soldes extérieurs brésiliens ont été, dans la dernière période, structurellement déficitaires. La baisse du déficit enregistrée en 1998 a été la traduction d'une diminution des importations supérieure à celles des exportations.

L'excédent commercial, qui devrait être enregistré en 1999, s'explique par la dévaluation de la monnaie brésilienne.

#### ***B. L'ÉVOLUTION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE***

Le Brésil est une république fédérale composée de 26 Etats et du district fédéral de Brasilia. Huitième puissance économique du monde, il occupe le cinquième rang mondial par la superficie de son territoire (8.512.000 km<sup>2</sup>) et par la taille de sa population (165.851.000 habitants en 1998).

L'histoire du Brésil n'est pas toujours bien connue en Europe. C'est en 1500 que le portugais Pedro Alvarez Cabral découvrit le pays. En 1808, la famille régnante portugaise fuit l'occupation du Portugal par Napoléon et se

réfugie à Rio. En 1815 le pays devient un royaume uni au royaume du Portugal. En 1822, le roi Don Pedro Ier proclame pacifiquement l'indépendance du Brésil.

L'esclavage est aboli en 1888 et la République proclamée un an plus tard.

L'histoire moderne du Brésil est ensuite marquée par un certain nombre de personnalités, en particulier Getulio Vargas, qui domina la scène politique de 1930 à 1954. C'est sous la présidence Vargas que furent mises en oeuvre, surtout après la deuxième Guerre Mondiale, l'industrialisation et l'urbanisation du pays.

1960 vit l'inauguration de la nouvelle capitale du Brésil, Brasilia, édifiée ex nihilo dans la province de Goias à un millier de kilomètres du littoral.

De 1964 à 1985, le Brésil vécut sous un régime militaire qui supprima les libertés politiques mais assura l'expansion économique du pays dans un cadre protectionniste et souvent inflationniste.

Le retour de la démocratie en 1985 verra se succéder les présidents Tancredo Neves, José Sarney, Fernando Collor de Mello, Itamar Franco et enfin Fernando Enrique Cardozo investi le 1<sup>er</sup> janvier 1995 comme Président de la République et réélu à ce poste au mois d'octobre 1998.

En tant que ministre des finances, celui-ci avait lancé, dès le mois de juillet 1994, **le plan Real** qui devait avoir raison de l'hyper inflation.

Jusqu'à la crise économique de 1929 (qui obligea le pays à amorcer un programme d'industrialisation), l'histoire économique du Brésil se confond avec celle d'un certain nombre de matières premières et de produits agricoles tropicaux dont l'exportation sur les marchés principalement européens assurait la richesse du pays.

Le bois (le mot « Brésil » est tiré de l'appellation d'un arbre -le « pau brasil »- dont on tirait une teinture rouge) fut le seul produit d'exportation du pays pendant la première moitié du XVIe siècle. Puis vint l'ère du sucre et de ses plantations (deuxième moitié du XVIe siècle et XVIIe siècle). Notons qu'au cours du XVIIe siècle, les Africains « remplacèrent » les Indiens pour le travail esclavagiste dans les plantations de la canne à sucre (on estime à 3,5 millions le nombre d'africains déportés au Brésil de 1550 à 1850). Les conditions de l'économie sucrière, orientée vers les marchés européens expliquent que les colons se soient installés à l'embouchure des fleuves (Bahia, Pernanbuco et Rio).

La première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle fut celle du « boom minier » (la « ruée vers l'or »), notamment dans la région de Minas Gerais. Le Minas vit ainsi sa population passer de 30.000 au demi-million d'âmes entre 1710 et la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le Brésil comptait environ 3 millions d'individus dont 1 million d'esclaves africains.

La deuxième moitié de ce siècle fut marquée par le « boom du café » qui devint en fait, jusqu'à la crise de 1929, une monoculture nationale. En 1889, elle représentait les 2/3 des exportations brésiliennes.

Entre 1890 et 1916 des millions d'immigrants, Japonais, Allemands, Espagnols et Portugais, s'installèrent dans le pays essentiellement dans les villes de la côte Atlantique.

Durant cette période, l'Amazonie bénéficia, quant à elle, avec son latex, du formidable développement du pneumatique lié à l'industrie automobile. La promotion du caoutchouc assura l'enrichissement de villes amazoniennes telles que Beném et Manaus (en 1912, le latex était le deuxième article d'exportation, après le café, et constituait 40 % des recettes externes du Brésil).

Dans les années 30, le Brésil s'efforça de faire face à la chute de la demande mondiale de café en réduisant sa production. Au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, il s'engagea dans un programme d'industrialisation soutenu par tout un réseau de sociétés publiques.

Le Brésil s'est d'abord doté d'industries légères (textile) avant de mettre en place, sous l'impulsion de l'Etat, une puissante industrie lourde et de biens durables d'un haut niveau technologique (sidérurgie, biens d'équipement, pétrochimie, automobile).

Dans les années 1960 et 1970 (au cours de cette dernière décennie le taux de croissance était de l'ordre de 10 % par an !) on a pu parler d'un « miracle brésilien ».

Cette expansion s'accompagna néanmoins d'une forte inflation, d'un déficit public important et d'un endettement extérieur préoccupant.

Le plan « real », mis en place au mois de juillet 1994 par Fernando Cardozo, a largement assaini la situation en ancrant la monnaie brésilienne sur le dollar dans le cadre d'un strict contrôle de la masse monétaire et en procédant à la désindexation de l'économie (l'inflation est ainsi passée de **50 % par mois** au début de 1994 à **0,8 % par an** en 1998) ;

Par ailleurs, étaient opérés l'ouverture des frontières, de très nombreuses privatisations et l'allègement des contraintes pesant sur les investissements étrangers.

Le plan « real » a enregistré, dans un premier temps, un succès retentissant.

Les crises financières asiatique (automne 1997) et russe (août 1998) ont cependant mis en lumière les inconvénients d'un real surévalué qui nécessite des taux d'intérêts réels élevés ralentissant l'investissement productif et alourdissant la dette publique.

Par ailleurs, le real fort a freiné le développement des exportations même si le MERCOSUL (17 % des exportations brésiliennes) a permis, en sept ans, le quadruplement des échanges entre l'Argentine et le Brésil. Depuis 1995, le commerce extérieur brésilien enregistre ainsi des soldes négatifs préoccupants (-8,4 milliards de dollars en 1997).

Au mois de janvier 1999, la fuite des capitaux provoquait une crise monétaire de grande ampleur. Après une première dévaluation de 9 %, la monnaie nationale flottante perdait entre 40 et 50 % de sa valeur.

L'implication forte de la communauté financière internationale (des crédits de 41,5 milliards de francs sur trois ans ont été mobilisés), et l'absence du retour redouté de l'hyper-inflation a permis au Brésil d'« éviter le pire ».

Pour rétablir durablement la confiance des investisseurs, la résorption des déficits publics et commerciaux doit désormais s'accompagner de profondes réformes structurelles (réforme de l'Etat, réforme fiscale, réforme de la sécurité sociale, réduction des inégalités...).

Il a été rappelé qu'au début du XIXe siècle, le Brésil, exception faite des indiens, comptait environ 3 millions d'habitants dont 1 million d'esclaves africains.

En 1950, la population était d'environ 50 millions d'habitants.

En 2000, elle avoisine les 166 millions.

En cinquante ans, la population a donc plus que triplé, les moins de vingt ans en constituant la moitié.

Cinquante pour cent environ des Brésiliens vivent dans le **Brésil développé** (les sept Etats du Sud que sont : le Rio Grande do sul, Santa Catarina, Parana, São Paulo, Mato Grosso do sul, Rio de Janeiro et Esperito Santo) ;

Entre 15 et 20 % dans un **Brésil « intermédiaire »** (Roraima, Amazonas, Rondona, Goiás, Minas Gerais) ;

Environ 1/3 vit dans le **Brésil pauvre** (les neuf Etats du Nordeste et les trois Etats amazoniens les plus défavorisés : Acres, Para et Tocantins).

Considéré par la Banque mondiale comme un des pays les plus inégalitaires du Monde, avec notamment 17 % de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté, le Brésil enregistre des ratios d'écart de revenus très importants : ainsi le revenu moyen des 1 % les plus riches est 167 fois supérieur à celui des plus pauvres.

Dix pour cent de la population brésilienne possède plus de 50 % de la richesse nationale. Si le PIB par habitant est de l'ordre de 6.500 dollars, 80 % des brésiliens disposent d'un revenu mensuel inférieur ou égal à 1.500 francs et 20 % d'un revenu mensuel inférieur ou égal à 500 francs.

Depuis cinquante ans, le Brésil a connu un grand mouvement d'urbanisation (en 1950, 65 % des Brésiliens vivaient dans les campagnes).

Quatre brésiliens sur cinq résident aujourd'hui dans les villes. Sur 120 millions de citoyens, la moitié vit dans les neuf régions métropolitaines et les capitales des Etats.

En dépit de la création ex nihilo de villes nouvelles à l'intérieur du territoire, la population reste concentrée sur le littoral atlantique, le **quart de la population urbaine totale habitant dans les agglomérations de São Paulo** (région métropolitaine : 16 millions d'habitants) **et de Rio de Janeiro** (région métropolitaine : 5,9 millions d'habitants).

Notons qu'on recense au Brésil dix villes de plus d'un million d'habitant et vingt-cinq villes de plus de 500.000 habitants.

## **CHAPITRE IV**

### **... ET L'ARGENTINE, PRINCIPAL PARTENAIRE DU BRÉSIL...**

#### **A. *QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE BASE***

Si l'industrie représentait, en 1998, 31 % du produit intérieur brut argentin, le secteur primaire (6 % du PIB) générait 51 % des exportations. Les ressources agricoles argentines sont essentiellement composées de bovins, de céréales et d'oléagineux. Le pétrole, le gaz, le charbon et l'uranium constituent les principales ressources minérales du pays.

En 1998, le produit intérieur brut argentin atteignait 341 milliards de dollars, soit un PIB par habitant de 9.436 dollars.

Mis en place en 1991, le plan « Cavallo » a combiné de profondes réformes structurelles et une politique monétaire de stricte parité entre la monnaie argentine -le peso- et le dollar. Ses effets sur le taux de croissance économique ont été tout à fait remarquables.

Si l'on excepte l'année 1995 (- 4,6 %), qui a subi les effets de la crise monétaire mexicaine, les années 1994 à 1998 ont bénéficié d'une croissance à laquelle peu d'experts osaient croire :

– + 8,5% en 1994 ;

– + 4,3% en 1996 ;

– + 8,7 % en 1997 ;

– + 4,2 % en 1998.

Le plan « Cavallo » a aussi généré une réduction durable de l'inflation :

- 3,9 % en 1994 ;
- 1,6 % en 1995 ;
- 0,2 % en 1996 ;
- 0,5 % en 1997 ;
- 0,9 % en 1998.

Si la dette publique enregistre durant la période une progression continue (80 milliards de dollars en 1994, 93 milliards de dollars en 1996 et 112 milliards de dollars en 1998), on relève, néanmoins, que les réserves de change passent, quant à elles, de 16 à 26 milliards de dollars entre 1994 et 1998.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du commerce extérieur argentin, de 1994 à 1998.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

	1994	1995	1996	1997	1998
<b>Export</b>	15,8	20,8	23,8	25,2	25,3
<b>Import</b>	21,5	19,9	23,7	30,6	31,2
<b>Solde</b>	- 5,7	0,9	0,1	- 5,4	- 5,9

(en milliards USD)

#### ***B. L'ÉVOLUTION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE***

La république Argentine est un Etat fédéral comprenant 23 provinces auxquelles il convient d'ajouter le district fédéral de Buenos Aires.

Peuplée de quelque 36 millions d'habitants, ce pays s'étend sur un territoire de 2,776 millions de km<sup>2</sup>, soit une superficie de l'ordre de celle de l'Inde.

La population argentine est caractérisée par son origine majoritairement européenne issue d'une immigration intervenue entre 1880 et 1930 en provenance d'Italie et d'Espagne et par un taux d'urbanisation important.

C'est en 1516 que les Espagnols découvrirent le Rio de la plata. En 1536, Pedro Mendoza fonda Buenos Aires, unique cité de cette « colonie du bout du monde » qui ne présentait qu'un faible attrait aux yeux d'une métropole plus attirée par les métaux précieux du Mexique et du Pérou.

En 1776 cependant, Madrid créa une « Vice-Royauté du Rio de la plata » détachée de celle de Lima (Pérou).

Contrairement au Brésil, c'est dans le sang que le pays conquiert sa liberté en 1816, après une guerre d'indépendance conduite par le Général José de San Martin.

En 1853, l'adoption d'une Constitution fédérale entraîne la sécession de la Province de Buenos Aires et une période de troubles politiques.

C'est sous la présidence de Bartholomé Mitre (1862), que le pays rétablira son unité et entamera sa modernisation.

A partir de 1880, une immigration de masse d'origine européenne assure le développement économique (surtout agricole) du pays et accélère l'urbanisation.

La période 1880-1930 sera « l'âge d'or » de l'Argentine qui constitue alors, devant les Etats-Unis, le premier exportateur du continent américain (bœuf, mouton). Cette situation florissante s'accompagne d'une relative stabilité institutionnelle.

Jusqu'à la crise mondiale, Buenos Aires apparaît comme le centre politique, économique et culturel de toute l'Amérique latine.

En 1930 un premier coup d'Etat militaire chasse le Président radical Hipolito Yrigoyen. L'armée exercera désormais et jusqu'en 1983 une sorte de main mise sur la vie politique argentine.

Dans les années 40, se met en place, avec le général Juan Domingo Peron, un courant politique original (le péronisme) qui continue, au demeurant, d'exercer son influence sur le pays avec le parti « Justicialiste ».

Elu président de la république en 1946, Peron sera réélu en 1952 et contraint à la démission par les militaires en 1955.

L'Argentine connaîtra ensuite une période d'instabilité (retour du général Peron en 1973, mort de Peron en 1974...), que conclura un coup d'Etat militaire qui fit vivre au pays une des périodes les plus sombres de son histoire, de 1976 à 1983.

Après la défaite de la guerre des Malouines contre la Grande-Bretagne en 1982, le régime militaire laisse la place aux civils.

De 1983 à 1989, le président Raoul Alfonsin dut faire face au délabrement du tissu industriel et à une dette publique écrasante.

La « révolution libérale » mise en œuvre par le président Carlos Menem, élu en 1989 et dont le plan de redressement dit plan « Cavallo » fut adopté en 1991, a profondément assaini l'économie argentine.

La disparition de l'hyper inflation (5.000 % en 1989 et 0,2 % en 1996 !) s'est accompagnée d'une croissance économique (4,4 % en 1996, 8,6 % en 1997 et 4,5 % en 1998) qui a retenu l'attention des experts.

Le redressement de l'économie argentine s'est notamment appuyé sur :

- la fixation d'une parité fixe « un peso égal un dollar » ;
- un programme massif de privatisations largement ouvertes aux capitaux étrangers ;
- le rétablissement de la confiance avec la communauté financière internationale (un accord sur le rééchelonnement de la dette externe fut signé au printemps 1993) ;
- l'assainissement du système bancaire (42 établissements sur 200 ont disparu) ;
- la réduction du besoin de financement des administrations publiques provinciales ;
- la mise en place, en 1993, d'un système de retraite par capitalisation qui a intéressé un salarié sur deux.

En 1998, le produit intérieur brut argentin s'élevait à 341 milliards de dollars, soit un PIB par habitant de 9.436 dollars.

Le MERCOSUR (36 % des exportations) a représenté en 1998 le premier client de l'Argentine devant l'Union européenne (18 %) et la zone Alena (10 %). Les produits agro-alimentaires (6 % du PIB argentin) ont

représenté 58 % du total des exportations, les produits manufacturés 33 % et le pétrole 9 %.

S'agissant des importations (composées de biens intermédiaires (28 %), de biens d'équipement (27 %) et de biens de consommation (21 %)), l'Union européenne a représenté le premier fournisseur (28 %) devant le MERCOSUR (25 %) et la zone Alena (23 %).

En 7 ans, grâce au MERCOSUR, le commerce bilatéral entre l'Argentine et le Brésil a été multiplié par 7 en avoisinant 20 milliards de dollars.

Hélas, la crise brésilienne a touché de plein fouet une économie argentine dont plus de 30 % des exportations sont dirigées vers son voisin (automobile, textile, chaussure et jouet).

En 1999, la baisse de la demande brésilienne, la chute des cours des matières premières et la hausse relative du crédit ont ralenti, ainsi, consommation et investissements.

On relèvera cependant que la crise n'a pas provoqué de fuite de capitaux et que les réserves de la banque centrale argentine sont restées élevées (près de 26 milliards de dollars).

En 1999, la situation argentine suscitait néanmoins plusieurs inquiétudes : la persistance d'un déficit de la balance des paiements (6 milliards de dollars) rendant le pays encore très dépendant du financement externe, une dette publique encore élevée (112 milliards de dollars) et un taux de chômage préoccupant que la récession économique n'a pu qu'aggraver.

Peuplée de 3 millions d'habitants en 1870, l'Argentine a enregistré à partir de cette époque une immigration massive qui a porté sa population à près de 21 millions d'habitants en 1960 et à 36 millions en 2000.

Selon certaines estimations, cette population pourrait atteindre les 42 millions d'habitants en 2020.

La tranche d'âge 15-64 ans constitue 69 % d'une population extrêmement urbanisée (89 % en 2000, 93 % en 2020 selon les experts) dont le taux de croissance démographique reste dynamique (1,16 % en 1995 contre 0,4 % en France par exemple).

## CHAPITRE V

### **...DANS UNE INTÉGRATION RÉGIONALE QUI REPRÉSENTE D'ORES ET DÉJÀ LE QUATRIÈME PÔLE ÉCONOMIQUE DU MONDE**

Créé le 26 mars 1991, par le Traité d'Assomption, le MERCOSUR associe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

Ce nouveau marché commun s'est assigné des objectifs comparables à ceux du marché commun européen : libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main d'œuvre, suppression des droits de douane et mise en place d'un tarif extérieur commun.

Une union douanière est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Le 25 juin 1996, un accord de libre échange a été signé entre le MERCOSUR et le Chili, avec pour effet la réduction à hauteur de 40 % des tarifs douaniers et pour objectif leur disparition à l'issue d'une période de huit ans si l'on excepte quelques produits agricoles sensibles. Le Chili bénéficie depuis du statut d'associé privilégié du MERCOSUR. Par ailleurs, on relève qu'un accord d'association a été conclu, en 1997, avec la Bolivie.

L'ensemble économique constitué par le MERCOSUR regroupe plus de 200 millions d'habitants, soit environ 45 % de la population totale de l'Amérique latine.

Le MERCOSUR figure au quatrième rang dans le monde en termes de produit intérieur brut derrière l'Alena (marché commun nord américain), l'Union européenne et le Japon, mais devant l'ASEAN (marché commun des pays du sud-est asiatique).

De 1990 à 1998, les échanges commerciaux entre les pays membres du MERCOSUR ont été multipliés par six en passant de 3 à plus de 21 milliards de dollars. Désormais, le Brésil représente environ 30 % des exportations argentines tandis que l'Argentine absorbe environ 10 % des exportations brésiliennes. On relève que de janvier à novembre 1998, l'Argentine a dégagé un excédent de 1,1 milliard de dollars dans son commerce bilatéral avec le Brésil ( le montant de ces échanges avec son voisin est passé de 2 à 15 milliards de dollars entre 1990 et 1997).

L'Argentine exporte la moitié de sa production automobile (450.000 véhicules) chez son grand voisin qui absorbe aussi respectivement 95 % et 86 % de ses exportations de riz et de lait.

Les pays du MERCOSUR poursuivent une négociation -souvent ardue- avec l'Union européenne avec un objectif de rapprochement commercial et de coopération plus étroite.

Très soucieux d'une plus grande ouverture du marché européen, notamment pour leurs produits agricoles, les pays membres du MERCOSUR bénéficient en priorité des 14 milliards de dollars (1997) d'investissements directs européens en Amérique latine.

Les exportations de l'Union européenne vers la région sont passées, quant à elles, de 21 milliards de dollars en 1990 à 61 milliards de dollars en 1997 (les exportations latino-américaines ont progressé, quant à elles, de 30 à 37 milliards de dollars durant la même période).

Le MERCOSUR constitue pour la France un partenaire privilégié sur le plan du commerce extérieur et des investissements. 50 % du commerce extérieur français avec l'Amérique latine est en effet réalisé avec cette union économique (28 % avec le Brésil et 14 % avec l'Argentine).

On relève que ces parts de marché demeurent encore insuffisantes au niveau global : 4,9 % du marché de l'Argentine et 2,8 % du marché du Brésil (contre, certes, 1,7 % de parts de marché du Mexique).

Signalons encore que le Brésil constitue aujourd'hui la première destination pour les investissements directs français hors OCDE.

La récession qui a frappé le Brésil et l'Argentine à la suite de la crise monétaire n'a pas été sans conséquences sur le commerce bilatéral entre les deux pays. En début d'année 1999, on enregistrait ainsi une baisse de l'ordre de 25 % des flux commerciaux entre les deux partenaires.

La compétitivité renforcée du Real brésilien à la suite de la dévaluation (environ 35 %) a contraint les Argentins à prendre des mesures antidumping ainsi que de décider la mise en place de quotas d'importations, comme dans le secteur du textile.

Les difficultés actuelles -qu'il convient de ne pas sous-estimer- devraient être surmontées dès lors que le Brésil, en particulier, semble engagé dans une « sortie de crise » plus rapide que prévu.

Le MERCOSUR constitue -même virtuellement- un exemple d'intégration économique auquel devraient se joindre les autres pays de l'Amérique latine. Il représente la seule solution alternative à l'intégration dans un grand marché de libre échange dominé par les Etats-Unis.

Pour l'heure, soulignons que l'Union européenne représente, pour les pays du MERCOSUR, le premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger.

## CHAPITRE VI

### LA FRANCE AU BRÉSIL ET EN ARGENTINE : UN PARTENAIRE COMMERCIAL MAIS SURTOUT UN INVESTISSEUR

#### A. *L'INVESTISSEMENT FRANÇAIS AU BRÉSIL*

Les investissements français au Brésil ont connu plusieurs vagues au XX<sup>ème</sup> siècle. Un premier mouvement d'investissements est intervenu dans les années 1910-1930. Une seconde vague s'est étendue durant la décennie 70. Enfin, une troisième vague d'investissements -beaucoup plus massive et diversifiée- a été enregistrée, au cours des cinq dernières années, à l'initiative, notamment, de grands groupes multinationaux français<sup>1</sup>

En 1999, on estimait à plus de 500 le nombre d'entreprises françaises implantées au Brésil. Elles y réalisaient un chiffre d'affaires de l'ordre de 23 milliards de dollars.

Il convient de relever que la filiale brésilienne représente, au sein des groupes français implantés dans ce pays, une structure très importante. Les filiales brésiliennes d'ACCOR, d'EDF, du CCF et de Carrefour constituent ainsi les premières filiales desdits groupes. Les filiales brésiliennes de

---

<sup>1</sup> Cf. annexe n° 2.

Saint-Gobain et de Rhône-Poulenc représentent, pour leur part, la troisième filiale des deux multinationales françaises.

Par ailleurs, les groupes français occupent sur le marché brésilien une position tout à fait significative : Carrefour est ainsi le premier distributeur brésilien et la troisième entreprise privée du pays ; ACCOR est le numéro un brésilien de l'hôtellerie ; Saint-Gobain (Santa Marina) occupe, dans ce pays, la troisième place dans le secteur des matériaux de construction ; l'Oréal représente, pour sa part, la cinquième entreprise du Brésil dans le domaine des cosmétiques.

Propriétaire de deux usines dans l'Etat de São Paulo, on note que le groupe français Louis Dreyfus est le troisième producteur mondial de jus d'oranges.

Quelques grands groupes, récemment entrés sur le marché brésilien, ont acquis très rapidement une position de leader sur le marché sud-américain. Ainsi VEGA (groupe Lyonnaise des Eaux), est devenu le premier collecteur de déchets d'Amérique du Sud, tandis que COAM (du groupe Printemps-Pinault-La Redoute), constitue désormais le premier distributeur de matériel électrique au Brésil.

On trouvera en annexe de ce rapport la liste des principaux investissements français intervenus au Brésil depuis cinq ans.

## ***B. QUATRE EXEMPLES DE LA PRÉSENCE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE FRANÇAISE AU BRÉSIL : CARREFOUR, LIGHT, RENAULT ET ALSTOM***

### **1. « Light »**

Dans le cadre d'un groupement qui l'associe à deux partenaires américains AES et Houston Industries, EDF détient plus de la moitié du capital de cette société brésilienne de distribution d'électricité acquise en 1996.

Première entreprise du secteur électrique à être privatisée au Brésil, « Light » a dégagé en 1998, 1,85 milliards de francs de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 9,22 milliards de francs.

M. Michel Gaillard, directeur général de « Light », a fait preuve d'optimisme : selon lui, l'immense marché brésilien dont la croissance a été de

5,7 % en 1998 devrait encore progresser de 4 % en 1999, en dépit de la récession.

Disposant ainsi de 21 % du marché brésilien de la distribution de courant, EDF et ses partenaires américains souhaitent désormais investir dans la production d'électricité.

Déficitaire avant la privatisation, « Light » a fait l'objet d'une politique « d'assainissement » qui a fait passer l'effectif de 6.000 à 11.700 salariés de 1995 à 1999.

Dans le même temps, les investissements étaient accélérés (en trois ans le groupement franco-américano-brésilien a ainsi investi près de 5 milliards de francs pour remettre l'entreprise « à niveau »).

Au mois d'avril 1998, « Light » a remporté l'appel d'offres pour la privatisation d'Eletropaulo Metropolitana, la plus importante société d'électricité en Amérique du Sud.

On relèvera cependant que c'est le groupe Tractebel (groupe Suez-Lyonnaise) qui fit l'acquisition en 1998 du premier producteur d'électricité brésilien privatisé (Gerasul).

## **2. Renault**

Nouveau venu au Brésil, Renault a vu ses ventes doubler dans ce pays en 1998 (20.000 véhicules).

Décidé à investir 914 millions d'euros d'ici à 2001 en Amérique Latine, dont 564 millions pour le seul Brésil, le constructeur français espère porter sa part de marché dans le MERCOSUR à 10 % soit 300.000 véhicules dont la moitié construite par l'usine argentine de Cordoba et l'autre moitié dans la nouvelle usine brésilienne « Ayrton Senna » de Curitiba.

Produisant des Scenic et des Clio 2 depuis l'automne 1999, le site « Ayrton Senna » a été financé en partenariat par Renault (détenteur de 60 % du capital de Renault do Brasil Automoveis) et l'Etat du Parana (40 %).

L'objectif est de produire 120.000 véhicules par an dès 2001 et de doubler cette capacité en 2002.

L'usine de Curitiba pourrait rapidement générer 2.000 emplois directs et de 10 à 15.000 emplois indirects.

Il convient de rappeler que Renault ne détient actuellement que 1,3 % du marché automobile brésilien (7<sup>ème</sup> marché mondial avec près de 2 millions de véhicules commercialisés en 1998) encore dominé par Wolkswagen, Fiat, General Motors et Ford, qui produisent tous ensemble 1,6 million de véhicules.

En portant sa part de marché brésilien de 4,4 % en 2000, à 6 % en 2001 et 10 % en 2025, le constructeur français va s'efforcer de conquérir sur cet immense marché (2,7 millions de véhicules par an, à très court terme, selon les estimations), une part se rapprochant de celle qu'il détient actuellement en Argentine soit 75.000 véhicules commercialisés chaque année (18 à 20 % du marché argentin).

### **3. Alstom**

Le groupe Alstom réalise au Brésil un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs et emploie 4.100 personnes.

Le groupe Alstom exerce ses activités dans différents secteurs :

– le secteur ferroviaire avec ALSTOM TRANSPORTES. On distingue l'activité « signalisation » (Alstom détient, sur le segment, 100 % du marché brésilien) depuis le rachat, en 1995, de la société CMW ; (effectif : 400 personnes ; chiffre d'affaires : 500 millions de francs) et l'activité « matériel roulant » (rachat de la société MAFERSA : 1.300 personnes et 600 millions de chiffre d'affaires), c'est-à-dire la construction de voitures de métro, notamment pour Rio, São Paulo et Brasilia ;

– le secteur énergétique : Alstom possède une unité de fabrication (ex-Mecanica Pesada) qui construit des turbines et des équipements hydrauliques. Le groupe français participe dans ce secteur à tous les grands ouvrages réalisés au Brésil. Le secteur énergétique emploie 1.400 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard de francs.

– le secteur électrique : Alstom T&D fabrique des appareillages de haute et de moyenne tension. Il possède deux unités, l'une à Itajuba, l'autre à São Paulo. Il emploie 500 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs ;

– l'ex-entreprise CEGELEC rachetée par Alstom, est implantée dans l'énergie, le transport ferroviaire et la sidérurgie. Elle emploie 500 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs.

Créée depuis deux ans pour bénéficier de la croissance des commandes dans l'industrie automobile, ALSTOM INDUSTRIE emploie, pour sa part, 30 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs.

#### **4. Carrefour**

Avec 113 supermarchés et 72 hypermarchés implantés dans 14 Etats du Brésil en 1999 (47.000 employés au total), Carrefour constitue la huitième entreprise Brésilienne avec un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de dollars en 1999 devant le premier groupe de distribution brésilien Pao De Açucar (3,9 milliards de dollars).

Détenant 20 % du marché alimentaire brésilien, Carrefour n'a cessé de se renforcer dans la dernière période en poursuivant une politique de rachat de supermarchés et d'hypermarchés.

En 1999, il a ainsi acheté 13 supermarchés devenant le n° 1 de la distribution au Brésil.

Après s'être implanté dans les régions de São Paulo, Espérito Santo et Brasilia, le distributeur a récemment conforté sa position dans la région de Belo Horizonte. Pour le président directeur général de Carrefour, M. Daniel Bernard « la complémentarité des hypermarchés et des supermarchés (dont le chiffre d'affaires représente désormais plus de 20 % de celui de l'hypermarché) va nous permettre d'accélérer la conquête de parts de marché, ce qui constitue la clé du développement mondial ».

En 1999, le montant des investissements de Carrefour aura dépassé les 350 millions de dollars investis au Brésil l'année précédente.

Au total, l'Amérique latine a représenté près du quart du chiffre d'affaires de Carrefour en 1998, soit 40,8 milliards de francs, en progression de 8,4 % par rapport à 1997.

On rappellera que le distributeur français exploite aussi 21 hypermarchés en Argentine, 19 au Mexique, 1 en Uruguay, 1 au Chili et 1 en Colombie.

Les relations privilégiées entre la France et l'Argentine se manifestent tant au niveau du montant des investissements français que dans la vigueur des

échanges commerciaux franco-argentins notamment depuis le retour à la croissance de l'économie argentine, au début des années 1990.

### *C. L'INVESTISSEMENT FRANÇAIS EN ARGENTINE*

De 1990 à la fin du premier semestre 1999, on estime à 8,7 milliards de dollars le montant cumulé des investissements français en Argentine, dans des domaines aussi diversifiés que l'automobile, la grande distribution, le secteur public, le secteur bancaire et l'agro-alimentaire.

Sur cette période, la France a été le troisième investisseur en Argentine derrière les Etats-Unis (47 milliards de dollars) et l'Espagne (29 milliards de dollars).

En 1998, la France a financé 11 % des investissements totaux en Argentine en constituant le deuxième investisseur à égalité avec l'Espagne (2,4 milliards de dollars), derrière les Etats-Unis (9,3 milliards de dollars).

Relevons que notre pays s'est très rapidement impliqué dans le processus de privatisation mis en oeuvre par la « révolution libérale » des années 1989-1991.

On distinguera trois grandes catégories d'investissements :

- les investissements dans le secteur des services publics ;
- les investissements français dans l'automobile et les services ;
- les investissements dans l'agro-alimentaire.

#### **1°) Les grands groupes français dans le secteur des services publics**

La présence française dans les services publics argentins est surtout le fait de nos grands groupes.

Elle concerne notamment :

- **l'eau et l'environnement**, avec la Lyonnaise des Eaux (réseaux de distribution d'eau et d'assainissement du Grand Buenos Aires et de Santa Fe et Cordoba), Saur International (distribution d'eau de Mendoza), Compagnie Générale de travaux d'hydrauliques, Degremont et Safege ;

– l'**énergie**, avec EDF et SAUR (distribution de l'électricité de la moitié nord de Buenos Aires et de Mendoza), Gaz de France, Air Liquide, Total (second producteur de gaz du pays), Technip, Trouvay-Cauvin, Forasol et Heliunion ;

– les **télécommunications** avec Télécom, en association avec l'italien STET pour former Telecom Argentina et Miniphone (téléphonie mobile cellulaire), Telintar, filiale commune de Telecom Argentina et Telefonica Argentina ; Coming (installation de réseaux de télécommunications pour les entreprises). France Telecom est également présent par l'intermédiaire de ses filiales Telecom Personal et Tesam (télécommunications par satellites mobiles) et Sofrecom (ingénierie) ;

– la **sidérurgie**, avec le groupe Aubert & Duval en association avec CITICORP (Etats-Unis).

## 2°) Les investissements dans le secteur privé

Les secteurs concernés, sont ici, les suivants :

– l'**automobile**, avec Peugeot et Renault et plusieurs grands équipementiers français comme Valeo ou Bertrand Faure, des filiales de grands groupes, comme Hutchinson ou Labinal-Filtrauto ou des PME indépendantes comme Trévi, Polymont ou Norauto ;

– les **services**, avec dans le secteur bancaire, la BNP, la Société Générale, Crédit Agricole qui vient de prendre le contrôle de Bianco Bisel, un établissement financier local et Cetelem, en ce qui concerne le crédit à la consommation.

Dans le domaine des **assurances**, sont présents AXA et les AGF, la Caisse Nationale de Prévoyance (CNP), en association avec l'argentin Credicoop et le Banco de la Provincia de Buenos Aires, Cardif (groupe Paribas) dans l'assurance vie. La COFACE vient, pour sa part, de créer une filiale destinée à garantir les exportateurs argentins tandis qu'Europ Assistance s'est implantée en partenariat avec Espirito Santo (Portugal et Brésil).

Présent en Argentine depuis 1982, Carrefour (n° 3 de la grande distribution en Argentine avec 21 implantations) a entraîné dans son sillage la plupart des **distributeurs** français du secteur : Auchan est présent avec un seul hypermarché, le groupe Casino a racheté la chaîne de supermarchés Libertad/Tia, essentiellement présente en province, et le groupe Promodes (désormais premier distributeur local), a racheté la chaîne de « hard discount »

DIA et a pris une participation de 49 % dans le capital de la chaîne Norte (Groupe argentino-américain Exxel).

Des projets d'implantation sont actuellement à l'étude par le groupe Pinault-Printemps-Redoute (ouverture prévue de magasins Fnac et Conforama), par Décathlon (qui produit déjà localement) et Leroy Merlin.

### **3°) Les investissements dans le secteur agro-alimentaire**

Présent dans le secteur des liqueurs et spiritueux, le vin et les préparations à base de fruits, le groupe Pernaud-Ricard est l'entreprise française la plus anciennement implantée sur le marché argentin.

Le groupe LVMH, installé depuis 1959 avec La Bodega Chandon, constitue le premier producteur de mousseux du pays avec 50 % de parts du marché. Il envisage, d'ici 2002, un investissement global de 40 millions de dollars afin de tripler la surface de son vignoble.

En 1999, le groupe Bongrain a pour sa part investi 5 millions de dollars dans la province de Santa Fé.

Depuis 1990, on relève dans le secteur agro-alimentaire, les implantations :

– du groupe Danone qui a racheté la première biscuiterie du pays et constitué deux joint-venture dans le secteur des eaux minérales et le secteur laitier ;

– du groupe Le Duff, qui a pris le contrôle d'une chaîne de 30 salons de thé ;

– du groupe Bonduelle ;

– des laiteries Triballat ;

– du groupe Guyomarc'h qui a racheté une usine de production dans le secteur de l'alimentation animale ;

– de la SEITA qui exploite une plantation de tabac dans la province de Misiones.

#### **D. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-ARGENTINS**

Les échanges franco-argentins ont enregistré, en huit ans, un quasi triplement, en passant de 4 milliards de francs en 1990 à 11,5 milliards de francs en 1998.

La France a bénéficié, en 1998, d'un taux de couverture de ses échanges avec l'Argentine de 336 %. A l'issue du premier semestre 1999, la contraction de 23 % des flux commerciaux a, cependant, réduit ce taux de couverture à 199 %.

En 1998, l'Argentine était notre deuxième client en Amérique Latine derrière le Brésil mais loin devant le Mexique.

Détenant 5,1 % du marché argentin, la France occupe la place de quatrième fournisseur du pays (à égalité avec l'Italie) derrière le Brésil (22,8 %), les Etats-Unis (19,4 %) et l'Allemagne (6,1 %).

Nos exportations vers ce pays se répartissaient de la manière suivante :

– les véhicules automobiles et les pièces détachés	38,5 %
– les biens d'équipement professionnels	29,2 %
– les produits intermédiaires	18 %
– les biens de consommation	11 %
– les produits agricoles et agro-alimentaires	2,4 %

En contrepartie, notre pays importe essentiellement des produits agricoles de l'Argentine qui constitue notre 49<sup>ème</sup> fournisseur (0,16 % de nos importations). Absorbant 1,1 % des exportations argentines, la France représente le 19<sup>ème</sup> client du pays.

Depuis 5 ans, on relève, en valeur, une évolution contrastée de ces importations (+ 15 % en 1995, + 1,4 % en 1996, + 14,1 % en 1997, - 4,9 % en 1998) qui a plus reflété le niveau des cours des matières premières et du dollar que l'évolution des volumes exportés.

En 1998, les produits agro-alimentaires (1,9 milliard de francs) ont représenté 76 % de nos importations en provenance d'Argentine.

## CHAPITRE VIII

### LES OBSERVATIONS DE LA DÉLÉGATION

A l'issue de sa mission d'information, la délégation de la commission des affaires économiques formulera quelques observations à partir des nombreux entretiens auxquels il lui a été donné de participer avec des responsables politiques et économiques brésiliens et argentins, des représentants de sociétés françaises implantées en Amérique latine ainsi qu'avec des membres de la communauté française expatriée.

Elle présentera, tout d'abord, un certain nombre de remarques d'ordre général sur les deux pays.

La délégation a ainsi relevé que la notion d'aménagement du territoire n'avait pas, au Brésil et en Argentine, la même signification qu'en Europe. L'existence des mégapoles brésiliennes (São Paulo et Rio de Janeiro totalisent plus du quart des 160 millions de citoyens brésiliens) et la concentration d'une partie importante de la population argentine autour de Buenos-Aires en sont une traduction manifeste. Les actuels mouvements de population (une migration non négligeable en provenance du Nordeste brésilien se poursuit dans la région de São Paulo) renforcent cette concentration des populations.

Des inégalités sociales importantes et, d'après les statistiques, en voie d'accentuation caractérisent les deux pays. Entre 1970 et 1990, l'écart de revenu moyen entre riches et pauvres est ainsi passé, au Brésil, de 1 à 33, à 1 à 60 ! Ces inégalités ont un effet manifestement contre-productif sur les économies.

Certaines pratiques héritées du passé (passe-droits etc...) continuent à constituer un problème aussi bien en Argentine qu'au Brésil. Les interlocuteurs de la délégation ont, tous, classé dans les priorités la nécessaire « réforme de l'Etat ». Ces dysfonctionnements sont générateurs de surcoûts qui pourraient (s'ajoutant à d'autres facteurs comme une « bureaucratie » pesante ou des mécanismes financiers souvent rigides) démotiver investisseurs et cadres étrangers.

Les inégalités et le sous-emploi suscitent un problème de délinquance particulièrement aigu au Brésil, qui n'est pas sans inquiéter la population (notamment la plus favorisée) et génèrent le développement de nombreux équipements et services de sécurité.

En revanche, la délégation a pris la mesure des potentialités considérables existant dans les deux pays et notamment au Brésil, pays-continent de plus de 165 millions d'habitants dont les ressources immenses dans le domaine des minéraux et des produits énergétiques restent largement inexploitées. Cette richesse virtuelle crée une « dynamique psychologique » où l'espoir d'une vie meilleure dans un ensemble économique peuplé, puissant et prospère mobilise et motive une partie importante de la population.

Le Brésil et l'Argentine sont entrés dans une phase d'adaptation rapide et de progrès. Il est impensable d'ignorer l'évolution d'un continent dont l'importance va nécessairement s'accroître au XXI<sup>e</sup> siècle. Les deux nations sont les principaux acteurs d'une union économique -le MERCOSUR (associant Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay et auquel devraient pouvoir se joindre Chili et Bolivie)- qui occupe le quatrième rang mondial, en termes de produit intérieur brut derrière les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon. Même si les conséquences de la crise monétaire brésilienne ralentissent actuellement le processus d'intégration régionale, le marché commun constitue d'ores et déjà une donnée irréversible.

Pour chacune des deux nations, la dernière période s'est caractérisée par un assainissement financier globalement réussi. Tous les interlocuteurs de la délégation se sont accordés sur la légitimité des mesures de discipline budgétaire et monétaire, de limitation de l'inflation, de privatisation, de déréglementation, d'appel aux sociétés étrangères, etc....

En corollaire, l'amélioration des systèmes bancaires a constitué une donnée importante des années récentes. La délégation, qui s'est longuement entretenue avec le responsable de la filiale du Crédit Commercial de France au Brésil, a enregistré avec satisfaction le succès des banques françaises en Amérique latine.

La délégation a ressenti dans les deux pays une envie de réussite qui ouvre, en dépit des obstacles, de larges perspectives. Le personnel salarié brésilien de l'usine Renault de Curitiba ou de la filiale brésilienne du Crédit commercial de France est apparu comme exemplaire à cet égard.

Tant le Brésil que l'Argentine sollicitent les capitaux, les compétences et le savoir-faire des sociétés européennes et spécialement françaises.

## EXAMEN EN COMMISSION

Lors de sa réunion tenue le mercredi 23 février 2000, la commission a tout d'abord procédé à l'examen du rapport d'information présenté par M. Jean Huchon sur la mission d'information effectuée par une délégation de la commission au Brésil et en Argentine, afin d'étudier l'évolution de la situation économique, ainsi que la présence française dans ces deux pays.

Après avoir rappelé l'objet de la mission d'information, M. Jean Huchon, rapporteur, a brossé un rapide panorama de l'histoire politique et économique du Brésil. Puis il a indiqué qu'à l'issue d'une longue période, caractérisée par une « hyper inflation » et un endettement public très préoccupant, le pays s'était engagé, en 1994, avec le « plan Real », dans un plan de stabilisation monétaire qui avait largement contribué à l'assainissement de l'économie brésilienne.

M. Jean Huchon, rapporteur, a toutefois relevé que la récente crise monétaire, provoquée par une fuite massive de capitaux, avait abouti à une dévaluation du Real de 40 à 50 %, au début de l'année 1999.

Il a aussi souligné que quatre Brésiliens sur cinq vivaient désormais dans les villes, notamment dans les gigantesques métropoles urbaines que constituent São Paulo (18 millions d'habitants) et Rio de Janeiro (10 millions d'habitants).

Il a fait observer que le Brésil était confronté -tout comme son voisin argentin- à des phénomènes de corruption nécessitant ce que les habitants de ces pays appellent une « réforme de l'Etat ».

M. Jean Huchon, rapporteur, a ensuite fourni un certain nombre d'éléments sur l'histoire politique, économique et sociale de l'Argentine. Il a évoqué les problèmes que rencontrait, aujourd'hui, la société argentine, en soulignant que cette nation demeurait un grand pays agricole (l'agriculture représentant 55 % de ses exportations), très soucieux d'une plus grande ouverture de l'Union européenne dans ce secteur.

Il a évoqué la situation des principales entreprises françaises implantées au Brésil et en Argentine, et notamment :

– Renault, dont la délégation a visité l’usine Ayrton Senna à Curitiba dans l’Etat de Parana ;

– Light, filiale d’Electricité de France, qui joue un rôle majeur dans la distribution d’électricité au Brésil ;

– Carrefour, qui constitue le premier groupe de distribution brésilien (avec 113 supermarchés et 72 hypermarchés), et le troisième groupe de distribution argentin.

Enfin, M. Jean Huchon, rapporteur, a indiqué que la délégation de la commission avait rencontré de nombreux membres de la communauté française expatriée, notamment en Argentine.

M. Léon Fatous a d’abord souligné le bon niveau de qualification des personnels salariés brésiliens et argentins, en relevant que les entreprises françaises, implantées au Brésil et en Argentine, en étaient très satisfaites.

Il a ensuite fait observer que si les grandes entreprises françaises connaissent souvent le succès, l’insertion dans les sociétés brésilienne et argentine était ardue pour les petites et moyennes entreprises, de même que pour les simples particuliers.

Il a enfin salué l’efficacité et la compétence des services économiques installés auprès des ambassades de France.

M. Jean-Paul Emorine a d’abord relevé qu’Electricité de France avait su tirer profit du régime de concurrence et de privatisation mis en place au Brésil et en Argentine. Il a ensuite estimé qu’avec ses 165 millions d’habitants et un coût salarial inférieur de 50 % à celui de l’Argentine, le Brésil constituait, pour les entreprises françaises, un marché très porteur.

Après que M. Louis Moinard eut souligné les nombreux atouts -notamment climatiques- de l’élevage en Argentine, M. Jean François-Poncet, président, a rappelé que l’Argentine occupait jusqu’à la fin de la deuxième guerre mondiale, et avant la période « péroniste », le quatrième rang au monde pour la richesse rapportée au nombre d’habitants.

M. Jacques Bellanger s’est interrogé sur la place du MERCOSUR dans les économies brésilienne et argentine.

M. Jean-Marc Pastor a évoqué, quant à lui, la place économique du Canada en Amérique latine.

Après l'intervention de M. Désiré Debavelaere, qui a évoqué le rôle culturel de la France, la commission a adopté, à l'unanimité, le rapport d'information présenté par M. Jean Huchon.

## **ANNEXE N° 1**

### **PROGRAMME DE LA MISSION D'INFORMATION**

#### **BRÉSIL**

##### **SÃO PAULO**

###### **Lundi 20 septembre**

- |                 |  |
|-----------------|--|
| 5 h 15          | Arrivée à São Paulo.   |
| 11 h 00         | Entretien avec MM.Philippe Joubert, président d'Alstom do Brasil (Lapa) et Daniel Huet, directeur marketing. |
| 12 h 00         | Déjeuner avec M. Joubert et son équipe.  |
| 13-14 h 00      | Visite de l'usine d'Alstom do Brasil.  |
| 15 h 00         | Visite du magasin « Carrefour Interlagos » ; entretien avec M. Jean Dubuc, directeur général.                |
| 17 h 00-18 h 00 | Entretien au Banco CCF Brasil SA (Crédit Commercial de France) avec M. Bernard Mencier, directeur général.   |
| 18 h 15-19 h 30 | Entretiens à la chambre de commerce franco-brésilienne (CCFB).   |
| 20 h 00         | Dîner offert par M. Philippe Bouyoux, chef de la mission économique et financière de la France au Brésil.    |

### **Mardi 21 septembre**

- 10 h 00 Entretien avec M. José Anibal, secrétaire d'Etat pour les sciences, la technologie et le développement économique de l'Etat de São Paulo.
- 11 h 30 Entretien avec M. Yves Besse, directeur commercial de la Lyonnaise des Eaux do Brasil.
- 13 h 00 Déjeuner avec M. Jean Levy, consul général de France à São Paulo.
- 15 h 00 Visite de la FNAC avec M. Eric Bloch, directeur de produits.

### **RIO**

### **Mercredi 22 septembre**

- 11 h 30 Entretien avec M. Michel Gaillard, président directeur général de la société « Light » et visite du centre opérationnel de l'entreprise.
- 13 h 00 Déjeuner avec M. Denis Delbourg, consul général.
- 15 h 00 Entretiens à la fédération des industries de Rio de Janeiro avec MM. Tito Ryff, secrétaire d'Etat au développement économique et au tourisme, Antenor Barros Leal, vice-président de la FIRJAN et Amaury Temporal, responsable des relations internationales.
- 17 h 30 Table ronde au Sofitel avec des représentants des entreprises françaises implantées dans l'Etat de Rio de Janeiro
- 20 h 30 Dîner avec M. Gouvea Vieira, avocat, ancien président de la chambre de commerce franco-brésilienne.

### **CURITIBA**

### **Jeudi 23 septembre**

- 09 h 10 Arrivée à Curitiba.  
  
Accueil par M. Joseph Galliano, consul honoraire et M. Marcelo Iwersen, président de la chambre de commerce française au Paraná.
- 09 h 50 Présentation de la filiale brésilienne de Renault par MM. Michel Solem, directeur technique, Michel Bourgue, directeur industriel, Daniel Cave, directeur marketing et Charles Verdier, directeur qualité MERCOSUR.
- 10 h 50 Visite de l'usine Ayrton Senna de Renault à São José dos Pinhais.
- 12 h 40 Déjeuner offert par Renault.
- 15 h 00 Entretiens avec M. Jaime Lerner, gouverneur de l'Etat du Paraná ainsi que MM. Miguel Salomão, secrétaire d'Etat à la planification, Alexandre Fontana Beltrão (affaires stratégiques), Mme Maria Elisa Ferraz Paciornik (administration), MM. Eduardo Francisco Sciarra (industrie et commerce) et Eduardo Guimarães (chef du protocole et affaires extérieures).

- 16 h 00 Entretiens à la federação das indústrias do Estado do Paraná (FIEP), organisation patronale de l'Etat du Paraná, avec M. José Carlos Gomes de Carvalho, président, M. Marcelo Iwersen, président de la chambre de commerce et d'industrie franco-brésilienne du Paraná, et des représentants des principales entreprises françaises implantées au Paraná.

## **ARGENTINE**

### **BUENOS AIRES**

- 23 h 00 Arrivée à Buenos Aires.

#### **Vendredi 24 septembre**

- 11 h 00 Entretien avec M. Enrique Garcia-Espil, secrétaire à la planification et à l'environnement du gouvernement de la ville de Buenos Aires, Mme Béatrice Nofal, ancien secrétaire d'Etat, économiste et M. Enrique Olivera, vice-chef du gouvernement et président de l'assemblée législative de la ville de Buenos-Aires.
- 13 h 00 Déjeuner de travail au restaurant « La Bourgogne » avec MM. Martin Redrado, président de la Fundacion Capital, Jean-Pierre Thibaut, directeur de Loma Negra, Juan Luis Bour, Economiste en chef de Fiel, Enrique Carrier, Conseiller international du président de la Bolsa de Comercio, Manuel Antelo, président de Renault S.A., Luis M. Ureta Saenz Pena, délégué général de Sevel Argentina S.A. (Peugeot).
- 16 h 00 Entretien avec MM. Carlos Richter et Philippe Rabit, respectivement président de Carrefour Argentina et conseiller du président de Carrefour.
- Présentation des activités du groupe, notamment en faveur des PME, suivie des visites des deux hypermarchés ainsi que de la plateforme logistique de Carrefour.
- 20 h 30 Dîner de travail avec l'équipe de Carrefour Argentina.

#### **Samedi 25 septembre**

- 10 h 00-12 h 00 Rencontre à l'ambassade avec des représentants de la communauté française
- 13 h 00 Déjeuner de travail avec M. Jean-Claude Cournarie, directeur régional de la Lyonnaise de France et Mme Michèle Bille-Genty, directrice de la communication, suivi d'une visite des installations de sa station de traitement d'eau de San Martin.

#### **Lundi 27 septembre**

- 8 h 45 Réunion de travail au poste d'expansion économique avec un certain nombre de représentants d'entreprises françaises installées en Argentine
- 10 h 40 Entretien avec le Président Carlos Saul Menem à la Casa Rosada.

- 12 h 00 Entretiens avec les sénateurs Eduardo Menem, président de la Commission des Affaires étrangères à la chambre haute, et Jose Antonio Romero Feris, président du groupe parlementaire argentin des Amis de la France.
- 12 h 30 Réception à l'ambassade.
- 14 h 00-16 h 00 Déjeuner avec MM. Enrique Crotto de la Sociedad Rural Argentina, Eduardo Jose Escanasy, association des banques argentines, Osvaldo Rial, de l'Union des Industries argentines, Sebastian Bago de la Fondation « Fundación Investir Argentine ».
- 16 h 30 Retour à Paris.

## ANNEXE N° 2

### PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FRANÇAIS INTERVENUS AU BRÉSIL DEPUIS CINQ ANS

- **Biens d'équipement**

#### **ALSTOM**

Acquisition en 1995 de CMW (filiale du groupe de BTP Odebrecht) dans le domaine de la signalisation, puis acquisition de Mafersa (wagons) en 1997.

#### **USINOR**

Rachat de ACESITA et CST (1998) pour 700 millions de dollars.

- **Services**

#### **SODEXHO**

Acquisition de Cheques Cardapio en 1997, puis de Banerj Convenios (tickets restaurants) en 1998.

#### **ESYS-MONTENAY** (groupe Vivendi)

Création d'une filiale pour la gestion déléguée d'immeubles (1998).

#### **VIVENDI**

Entrée au capital de Sanepar (eau/assainissement, état du Parana).

#### **LYONNAIRE DES EAUX**

Création de Aguas de Limeira en 1996, en consortium avec CBPO

#### **SITA (Lyonnaise des Eaux)**

Rachat de Vega, ramassage des ordures ménagères (1997).

## **COFACE**

Installation d'une filiale en partenariat avec Banco do Brasil, Bradesco, Sul America, Minas Seguros et HSBC (1997)

## **EDF**

Prise de participation dans LIGHT (1995) et MOTROPOLITANA (1998)

### ● **Matériaux de construction**

## **LAFARGE**

Investissement de Lafarge Plâtre (1997) et acquisition de l'entreprise Cimento Maringa (1998)

## **SAINT GOBAIN**

Acquisition en 1997 du groupe Quartzolit (ciment-colle).

### ● **Distribution**

## **CARREFOUR**

Acquisition de la chaîne de distribution Eldorado en 1997. Achat par Comptoirs Modernes, en 1998, de 23 magasins de la chaîne Lojas Americanas. Depuis le début de l'année 1999, Carrefour a repris pour 1 milliard de R\$ de chiffre d'affaires avec quatre opérations (rachat de Planaltão à Brasilia en mai, d'un hypermarché à Manaus en juin, et des chaînes Roncetti et Mineirão en juillet).

## **CASINO**

Entrée à hauteur de 28% dans le capital de la CDB (groupe Pão de Açúcar, numéro 2 brésilien de la grande distribution derrière Carrefour)

## **LEROY MERLIN**

Premier magasin ouvert en 1998 (São Paulo). Plan d'investissement de 200 millions de dollars sur les quatre prochaines années (8 magasins)

## **CASTORAMA**

Premier magasin ouvert en 1997 (São Paulo). Objectif : 15 points de vente au Brésil.

## **FNAC**

Rachat en 1998 du magasin Atica Shopping pour 30 millions de dollars

**REXEL** (filiale PPR) : rachat du grossiste de matériel électrique Coan en 1997

## **DECATHLON**

Création d'une filiale de distribution/production d'articles de sport (1997)

### ● **Automobile**

## **RENAULT**

Usine de São José dos Pinhais. Investissement de 1 milliard de dollars décidé en 1995. Capacité annuelle de 120.000 unités.

## **PSA**

Usine de Porto Real. Investissement de 635 millions de dollars annoncé fin 1997. Usine d'une capacité de 100.000 unités. Première voiture fin 2000.

## **EQUIPEMENTIERS AUTOMOBILES**

Rachat par **SAGEM**, en 1997, de la division électronique automobile de Iochpe Maxion (Gravatá, Rio Grande do Sul). Installation « green field » de nombreux fournisseurs et sous-traitants (**BERTRAND FAURE, ECIA, CAT, SMI-KOYO, PLASTIC OMNIUM, VALLOUREC, MECAPLAST, ALLEVARD RESSORTS, TREVES, BRUN FRERES, SOMMER ALLIBERT**).

## **MICHELIN**

Annonce en 1998 de la construction d'une usine de pneus VP

## **HUGONNET-JAPPY**

Usine de tanks réfrigérés pour conditionnement du lait à la ferme ouverte en 1998.

## **BONDUELLE**

Annonce en 1998 de la construction prochaine d'une ou deux usines

## **DANONE**

Rachat de la biscuiterie Aymoré (1996)

## **DOUX**

Rachat du producteur de poulets Frangosul pour 150 millions de dollars (1998).

## **MISRACHI INTERNATIONAL**

Création d'une entreprise mixte pour la production de cornichons au vinaigre (pôle agro-alimentaire de Teutonia Garden, Rio Grande do Sul - 1997).

## **SOVIMO**

Création d'une entreprise mixte pour la production d'œufs liquides et en poudre (Teutonia Garden, 1998).

## • **Emballage**

## **SLEEVER**

Installation d'une unité de films d'emballage (1998)

## **AUGROS**

Rachat de Frascotecnica (emballages plastiques) en 1997.

## **TPI** (filiale de Péchiney)

Acquisition de Novolit-Flexolit (emballages plastiques) en 1998

● **Electroménager**

**MOULINEX**

Acquisition du fabricant de petit électroménager Mallory en 1998, pour 30 millions de dollars

**SEB**

Acquisition du fabricant de petit électroménager Arno en 1997.

● **Edition/Multimédia**

**ODA** (Groupe Havas)

Acquisition de Telelistas (annuaires téléphoniques) en 1997

**PUBLICIS**

Acquisition de Norton Publicidade (1996)

**UBI SOFT**

Création d'une filiale en 1999.

● **Biens de consommation**

**LAINIERE DE PICARDIE** (groupe Chargeurs)

Acquisition de GOLAPLAST, troisième fabricant brésilien d'entoilage tissé et non tissé (1997)

**GIVAUDAN-ROURE**

Installation à São Paulo du centre opérationnel Amérique du Sud (site de production en parfums et arômes - 1998)

**VEUVE CLIQUOT**

Création d'une filiale (1997)

**FLEXICOTTON** (Alpha Conseil)

Création d'une filiale (1997) de commercialisation de Cotons-Tiges

**OUVERTURE DE BOUTIQUES SOUS MARQUE PROPRE** (1997-1998) :  
Thierry Mugler, Kenzo, Tartine et Chocolat, Catimini, Jacadi, Christian Lacroix, Du  
Pareil au Même, Petit Bateau.